

L'EDUCATION A LA CITOYENNETE : QUEL ENJEU SOCIO-POLITIQUE SELON JOSEPH KI-ZERBO POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE DES ÉTATS AFRICAINS ?

Docteur Ezéchiél-Pierre Privat KOUADIO

Université Alassane Ouattara de Bouaké

E-mail : kouadioezechiel719@gmail.com

Résumé

Dans le développement durable des États, l'éducation au civisme et à la citoyenneté en Afrique joue un rôle prépondérant dans le renforcement des fondements de la gouvernance démocratique et dans la participation citoyenne active. Enseigner le civisme selon Joseph KI-ZERBO, aide à instaurer des valeurs telles que la responsabilité, l'éthique, et le respect des lois en vue du bon fonctionnement des institutions démocratiques. D'un point de vue socio-politique, cette éducation fait tôt de réduire les conflits en promouvant la compréhension et le respect des diversités ethniques et culturelles. Il s'agit donc d'un avantage politique significatif qu'offre l'éducation au civisme et à la citoyenneté en vue du développement durable des États africains par la formation des citoyens informés, responsables et engagés, capables pour ainsi exprimer, de contribuer positivement à la stabilité et à la prospérité de leurs pays. À travers une méthode analytico-critique, il s'ensuivra pour nous de questionner d'après l'intellection Ki-zerbienne, cette épineuse problématique en rapport avec l'impact que pourrait avoir l'éducation au civisme et la citoyenneté sur les États en Afrique, et nous aboutirons bien évidemment, aux avantages politiques significatifs pour un développement durable en Afrique.

Mots clés : *Citoyenneté, civisme, éducation, développement durable, stabilité politique.*

Abstract

Civic and citizenship education in Africa plays a crucial role in the sustainable development of states. It strengthens the foundations of democratic governance and active citizen participation. According to Joseph KI-ZERBO, teaching civics helps establish values such as responsibility, ethics, and respect for laws, which are essential for the proper functioning of democratic institutions. From a socio political perspective, this education aims to reduce conflicts by promoting understanding and respect for ethnic and cultural diversity. It is a significant political advantage offered by civic and citizenship education for the sustainable development of African states by training informed, responsible, and engaged citizens. These citizens are capable of expressing themselves and contributing positively to the stability and prosperity of their countries. Through an analytical-critical method, the text examines, according to Ki-zerbo's understanding, the impact of civic and citizenship education on African states, leading to significant political advantages for sustainable development in Africa.

Key Words: *Citizenship, civics, education, political stability, sustainable development.*

Introduction

Joseph KI-ZERBO a le mérite de faire remarquer que « l'éducation à la citoyenneté aide à développer l'esprit critique des jeunes, c'est-à-dire, leur capacité à tirer d'eux-mêmes les éléments de leur propre réalisation. » (2013, p.27). On comprend par-là que l'éducation au civisme et à la citoyenneté est un pilier fondamental dans la construction d'une société stable et démocratique. En Afrique, où de nombreux États continuent de faire face à des défis socio-politiques alambiqués, cette forme d'éducation revêt une importance cruciale. Ici, la question de la cohésion sociale, du respect des institutions et de la participation citoyenne constitue un enjeu central pour le développement durable du continent. Toutefois, l'efficacité de l'éducation civique reste souvent limitée par des facteurs tels que l'instabilité politique, les inégalités socio-économiques et les faiblesses institutionnelles. Ainsi, notre objectif en abordant ce sujet, vise à explorer les enjeux socio-politiques de l'éducation au civisme et à la citoyenneté en Afrique, à la lumière de la pensée de Joseph KI-ZERBO en mettant en exergue, les avantages politiques que cette éducation peut offrir pour promouvoir un développement durable.

En particulier, nous nous interrogeons sur la manière dont une éducation civique bien structurée peut contribuer à renforcer la participation citoyenne, améliorer la gouvernance et stabiliser les institutions politiques. Par ailleurs, l'intérêt de notre recherche réside dans la nécessité de comprendre comment une éducation civique efficace peut servir de levier pour résoudre certains problèmes politiques et surtout culturels auxquels sont confrontés les États africains. En examinant les relations entre l'éducation au civisme, la stabilité politique et le développement durable, nous voulons à travers cette étude, proposer de nouvelles perspectives pour renforcer la gouvernance et promouvoir un développement durable sur le continent.

En explorant la compréhension majeure de Joseph KI-ZERBO relative à la congruence nécessaire entre l'éducation et la politique, il convient de poser cette question essentielle : dans quelle mesure l'éducation au civisme et à la citoyenneté peut-elle constituer un avantage politique pour le développement durable des États africains ? Quelles sont les stratégies à adopter pour rendre efficient son impact dans des contextes marqués par l'instabilité et les inégalités ? Notre hypothèse est

que l'éducation au civisme et à la citoyenneté, si elle est bien structurée et mise en œuvre, peut non seulement renforcer la participation citoyenne mais aussi stabiliser les institutions politiques en créant ainsi un environnement favorable au développement durable des États africains. Toutefois, à travers les méthodes historiques et analytiques, nous montrerons dans un premier temps la pertinence de l'éducation au civisme et à la citoyenneté dans le développement et la stabilité politique des États africains, dans un second temps, les avantages socio-politiques d'un civisme responsable et engagé. Enfin, la nécessaire réforme des programmes des systèmes éducatifs en Afrique.

I- Civisme et citoyenneté dans le cadre social africain

Depuis l'antiquité, dans la cité grecque, l'éducation est vue par Platon comme un moyen de former des individus capables de reconnaître et de poursuivre le bien commun, ce qui est crucial pour maintenir l'ordre et la justice dans la cité. Platon écrit à cet effet : « l'éducation est le seul critère qui serve à mesurer l'excellence d'un homme. » (1987, p.79) La connaissance philosophique, et notamment la compréhension des formes idéales, est essentielle pour les dirigeants afin de gouverner justement et d'éviter l'impunité. Mais depuis la période coloniale, les États africains ont hérité d'un système éducatif inapproprié. Les systèmes éducatifs ont été influencés par les structures coloniales qui n'accordaient pas une place centrale à la citoyenneté active. Mais qu'est-ce que l'éducation au civisme et à la citoyenneté ?

L'éducation au civisme et à la citoyenneté est un domaine pédagogique dédié à la formation des individus, en particulier des jeunes, pour qu'ils deviennent des citoyens informés, actifs et responsables. Elle vise à inculquer les connaissances, les compétences, les valeurs et les attitudes nécessaires pour participer pleinement à la vie civique, politique et sociale de leur communauté et de leur pays. Elle relève donc d'une importance capitale dans le contexte africain actuel. En effet, L'histoire de l'éducation civique en Afrique est profondément marquée par les périodes coloniales et post-coloniales, qui ont façonné de manière significative les systèmes éducatifs et les approches de l'enseignement du civisme et de la citoyenneté sur le continent.

Durant l'époque coloniale, les puissances européennes imposèrent leurs systèmes éducatifs en Afrique avec des objectifs

principalement orientés vers la servitude et l'administration coloniale. L'éducation civique, dans ce contexte, était souvent utilisée comme un outil de contrôle politique et d'assimilation culturelle. Les curriculums se concentraient sur l'enseignement de l'histoire et de la géographie européennes, négligeant les réalités locales et les systèmes de gouvernance traditionnels africains. Leurs objectifs principaux étaient bien clairs : former une élite indigène qui pourrait aider à administrer les colonies sous la supervision européenne. Cette élite était éduquée dans le respect des valeurs européennes, souvent au détriment des cultures locales. Cela dit, les systèmes politiques et sociaux africains étaient largement ignorés ou présentés de manière péjorative, renforçant une vision eurocentrique et justifiant ainsi le régime colonial.

À l'accession à l'indépendance dans les années 1950 et 1960, les nouveaux États africains héritèrent des structures éducatives coloniales. Cependant, un grand nombre de ces pays ont rapidement entrepris de réformer leurs systèmes éducatifs pour mieux refléter leurs aspirations nationales, leurs valeurs culturelles et leurs besoins de développement. Ainsi, ces réformes visaient à "africaniser" les curriculums, en intégrant l'histoire africaine, les langues locales, et en mettant l'accent sur les valeurs de citoyenneté et de participation civique conformément aux idéaux de chaque nation nouvellement indépendante. Toutefois, l'éducation civique a été perçue comme un moyen de forger une identité nationale unifiée et de promouvoir la compréhension et l'acceptation des principes démocratiques, surtout dans des contextes multiethniques. Il incombe donc à celui que Germain Gazoa appelle « *le vrai citoyen* », (2006, p. 62) se doit de tenir son environnement national, le bien commun aussi précieux que la prune de ses yeux. L'éducation citoyenne ou le devoir républicain doit se faire non seulement dans les parties politiques mais aussi dans la vie associative, dans les contextes culturels et étudiants.

Cette éducation, pour nos États africains, doit prendre ses racines dans nos traditions, pour s'étendre à toutes les couches sociales y compris les forces de défense et de sécurité, aux écoles (de la maternelle aux grandes écoles) sans oublier les services de la fonction publique. Mais quels sont les défis qui se posent ? Notons que malgré la résolution à promouvoir l'éducation au civisme et à la citoyenneté, les ressources limitées des États africains constituent un frein à la mise en œuvre effective des nouveaux programmes éducatifs. Cela inclut souvent un manque de formation adéquate pour les enseignants, de matériel

pédagogique et de financement. Comme autre défi, il faut noter l'instabilité politique des États africains. Dans certains cas, c'est cette instabilité politique qui complique la mise en œuvre de l'éducation civique.

Les changements fréquents de gouvernement, les coups d'État et les conflits civils ont parfois entraîné des interruptions ou des manipulations des programmes éducatifs. Aussi, l'adaptation des programmes d'éducation civique à la grande diversité culturelle, linguistique et ethnique de l'Afrique est l'un des défis majeurs, rendant difficile la création de programmes uniformes qui soient également sensibles aux contextes locaux. Mais aujourd'hui, de nombreux pays africains continuent de développer et de réviser leurs approches de l'éducation civique, souvent en partenariat avec des organisations internationales et des ONG. L'accent est mis sur la promotion de la démocratie, les droits de l'homme, la bonne gouvernance et de la participation active des citoyens, tout en cherchant à surmonter les défis hérités des périodes précédentes. En somme, retenons que l'éducation civique en Afrique est un domaine en constante évolution, profondément influencée par son histoire coloniale et post-coloniale. Bien que confrontée à de nombreux défis, elle joue un rôle crucial dans la construction des nations et la consolidation des démocraties sur le continent. L'avenir de l'Afrique comme le soutient Germain GAZOA :

repose sur une éducation authentiquement citoyenne, différente des marches, des manipulations désordonnées, des discours injurieux et déshonorants qui retardent en annihilant les élans de progrès initialement appréciés. La citoyenneté, dans ce continent très en retard et rétrograde, doit d'abord consister à aimer son pays de façon raisonnable et non passionnelle. Ce qui signifie que tous les citoyens se doivent de réfléchir en des termes collectif, national et non partisan ou individuel. La nation d'abord et les particularités après. (2006, p. 26).

I-1. Nécessité et importance de l'éducation civique.

« La question de l'éducation est pour les sociétés modernes une question de vie ou de mort, une question d'où dépend l'avenir ». E. Renan (2011, p. 233.) Cette perception de Renan de l'éducation, fait comprendre ce principe philosophique selon lequel tout homme a droit à la lumière, car celle-ci comparée à l'éducation est bienfaisante. Elle

incite à l'éveil des consciences et fait disparaître l'ignorance tout en favorisant la culture de l'esprit et celle de l'âme d'où son importance dans une nation. L'éducation civique à la citoyenneté est aussi importante parce qu'elle contribue directement au renforcement des institutions démocratiques. En enseignant les principes de la démocratie, tels que la participation civique, le respect des lois et des droits humains, et l'importance du vote, les citoyens sont mieux préparés à exercer leurs devoirs civiques de manière responsable. Cela favorise une culture politique saine où les citoyens sont motivés à surveiller et à demander des comptes à leurs leaders, réduisant ainsi les risques de corruption et améliorant la transparence et l'efficacité gouvernementale.

Aussi, faut-il noter que l'éducation est nécessaire à une nation parce que comme le dit J.B. Fichte « l'éducation a jusqu'ici exhorté à une existence bien ordonnée et à la moralité. » (1992, p. 72). C'est elle qui façonne le citoyen selon les règles, avec fermeté et sans faille, la manière dont les citoyens conduisent leur vie et ce qui anime leur existence. Toute l'éducation comme le soutient Fichte « vise à produire un être stable, sûr et persistant dans ses choix, qui n'est plus en devenir, mais est et ne peut être autre que ce qui est. Si elle ne vise pas un tel être, elle ne serait pas une éducation, mais un quelconque jeu dépourvu de sens. » (1992, p. 75)

Au regard de ce que pense Fichte, il faut comprendre que la formation humaine au civisme et à la citoyenneté doit être placée désormais non seulement sous le contrôle de l'État, mais aussi, un acteur capable de former en l'homme une volonté bonne qui soit ferme et infaillible. C'est là tout le sens de l'éducation au civisme et à la citoyenneté. Cette éducation conduit inéluctablement au patriotisme qui doit en notre sens en premier lieu, inspirer les États africains, puisque c'est bien sûr à l'État que revient nécessairement la responsabilité de cette éducation. Malheureusement aujourd'hui, la quasi-totalité des États africains semblent être épuisés, et relèguent au second plan la question de l'éducation. Ernest Renan affirme à cet effet : « une nation qui négligerait cette partie de sa tâche qui l'éducation, non seulement manquerait absolument à ses devoirs envers son peuple, elle se condamnerait à une inévitable décadence, à une complète infériorité devant les autres nations ». (2011, p. 235)

I-2. L'éducation à la citoyenneté : une contribution efficace à la Cohésion Sociale

Dans un continent souvent marqué par des conflits ethniques ou politiques, l'éducation à la citoyenneté peut jouer un rôle de pacificateur. Elle doit être en notre sens considérée comme le cœur même de tout développement, en inculquant des valeurs de tolérance, de respect mutuel et de coexistence pacifique. Cette éducation aide à construire des communautés plus harmonieuses et moins susceptibles de recourir à la violence pour résoudre les conflits. Cela est essentiel pour maintenir la stabilité sociale, nécessaire à tout développement économique et social durable. Ce développement comme le dit Joseph KI-ZERBO, « c'est le passage de soi à soi-même à un niveau supérieur. C'est la multiplication des choix qualitatifs et quantitatifs. » (1990, p.19). Le développement est un phénomène total qu'il faille que les africains embrassent dans sa totalité. Mais, les facteurs primordiaux et déterminants de ce développement sont l'éducation et la culture.

C'est par l'éducation que nous pourrions intellectuellement construire une Afrique nouvelle, encreée dans ces valeurs culturelles et dont les citoyens et citoyennes font preuve d'intégrité et de résilience. Aussi, faut-il relever que c'est à travers l'éducation que l'on peut encourager un sentiment d'appartenance à une nation unifiée tout en respectant les diversités culturelles. En effet, le concept de citoyenneté, inventé par l'Occident et qui s'est rependu à travers le monde, identifie l'individu comme sujet de droit d'une communauté nationale. La citoyenneté relève comme le dit Sélim Abou « d'un ordre politique qui transcende les particularismes. Elle assure l'égalité civile, juridique et politique des individus, au-delà de leur diversité et de l'inégalité de leurs conditions économiques et sociales. » (2009, p. 151)

Cela dit, l'accomplissement du devoir de chaque citoyen envers sa patrie ou sa communauté politique de formation, ou sa participation effective même à la croissance de celle-ci, constitue la citoyenneté. L'appartenance donc à une nation n'est pas que formelle mais elle est le résultat d'une intégration réelle, effective d'une personne à une entité politique donnée. Par conséquent, il n'y a que des personnes engagées dans la vie d'une nation qui ont la nationalité. Ainsi, la citoyenneté serait fondée sur une prise de conscience des personnes appartenant à une nation et jouissant de leur droit de suffrage et impliquant un engagement

effectif de chacun dans le processus du développement de la nation. Un citoyen actif, est celui qui s'implique dans la vie commune de sa cité.

Pour ce faire, sa nationalité découle de l'accomplissement de ses devoirs à l'endroit de sa cité. Il se doit de comprendre la nation comme une entité politique sociale réelle, pour laquelle il doit faire un dépassement des clivages ethniques par le rassemblement de ses concitoyens autour d'un projet commun de société malgré les différences. Ce qui doit conduire inévitablement à une compréhension mutuelle, favorisant ainsi l'empathie et la compréhension entre différents groupes ethniques et sociaux.

II- Avantages socio-politiques d'un civisme responsable et engagé

Par la promotion de la bonne gouvernance et la transparence, l'éducation civique inculque aux citoyens les principes de la démocratie, de la participation et de la responsabilité. L'éducation à la citoyenneté aide également à développer l'esprit critique des jeunes, c'est-à-dire, « la capacité à tirer de soi-même les éléments de sa propre réalisation », confiait Joseph KI-ZERBO, (2013, p. 197). C'est ce qui permettra aux jeunes de questionner et d'évaluer les informations reçues, ce qui est crucial dans l'ère de l'information et des médias sociaux. Cela les rend moins vulnérables aux discours de haine, aux fausses nouvelles et aux idéologies extrémistes, renforçant ainsi les fondements d'une société démocratique et informée.

Les citoyens informés et éduqués sont plus susceptibles de demander des comptes à leurs dirigeants, de participer aux processus électoraux et de s'engager dans le dialogue politique. Cela renforce la transparence et la bonne gouvernance, des éléments essentiels pour la stabilité politique. Par ailleurs, elle contribue au renforcement de la participation citoyenne, car, une éducation civique efficace encourage la participation active des citoyens dans les affaires publiques. En comprenant donc leurs droits et leur responsabilité, les individus sont mieux équipés pour contribuer au développement de leurs communautés et de leurs pays. La participation citoyenne est un pilier du développement durable car elle favorise des décisions inclusives et équitables.

En plus de favoriser des décisions inclusives et équitables, l'éducation civique promeut les valeurs de tolérance, de respect de la

diversité et la résolution pacifique des conflits. En enseignant aux jeunes à apprécier les différences culturelles et à résoudre les désaccords par le dialogue, elle contribue à prévenir les conflits ethniques et politiques. Une société cohésive et pacifique est plus stable et plus propice au développement durable. Mais au-delà de tout cela, l'éducation au civisme favorise la sensibilisation aux enjeux environnementaux, à la promotion des droits humains de l'égalité et le développement d'une culture de la légalité et de la responsabilité. Pour Joseph KI-ZERBO (2013, p. 197) : « le développement, c'est le passage de soi à soi-même à un niveau supérieur, c'est la multiplication des choix quantitatifs et qualitatifs ». Dans cette perception du développement, « certains éléments permettent de ne pas se laisser emprisonner dans le réductionnisme économique. Cela dit, le développement est un phénomène total qu'il faut embrasser dans sa totalité, dans laquelle l'éducation et les facteurs culturels sont primordiaux ». (Idem, p.198). Pour le premier, il faut noter que l'éducation civique peut intégrer des contenus sur la durabilité environnementale, la sensibilisation des citoyens aux défis écologiques et à l'importance de la conservation des ressources naturelles. Les citoyens informés sont plus enclins à adopter des pratiques durables et à soutenir les politiques environnementales, ce qui est essentiel pour le développement durable. Pour ce qui est de la promotion des droits humains et de l'égalité, retenons qu'en éduquant les citoyens sur leurs droits et en promouvant l'égalité, l'éducation civique contribue à lutter contre les inégalités et les discriminations. Une société où les droits de tous sont respectés est plus stable et plus juste, ce qui favorise un développement inclusif et durable.

II-1. Éducation et stabilité politique et économique

En comprenant l'importance de l'État de droit, les citoyens sont plus susceptibles de respecter les lois et de participer à la construction des institutions solides. Des institutions fortes et légitimes sont indispensables à la stabilité politique et au développement durable. L'éducation civique est essentielle pour le développement durable et la stabilité politique des États africains. « Elle doit être considérée comme le cœur même du développement, car le principal investissement est celui de l'intelligence, de la matière grise ». Joseph KI-ZERBO, (2013, p. 199). C'est pourquoi, l'éducation et le développement doivent être nécessairement mises en équation, tout en s'assurant d'une éducation

adaptée. Son importance repose pour ainsi dire sur plusieurs piliers fondamentaux qui contribuent à façonner des sociétés plus résilientes, informées et engagées.

En effet, pour une vie politique et économique stable, ce type d'éducation ne se limite pas seulement à l'enseignement des droits et devoirs des citoyens, mais s'étend également à la formation des citoyens responsables et engagés, capables de participer activement au développement socio-économique de leur pays. Il favorise aussi le renforcement de la gouvernance démocratique. En fait, l'éducation civique joue un rôle crucial dans la promotion des valeurs démocratiques telles que la justice, l'équité, la transparence et la responsabilité. En inculquant ces valeurs dès le plus jeune âge, elle aide à préparer les citoyens à participer activement à la vie politique de leur pays, ce qui est essentiel pour maintenir la stabilité et la légitimité des institutions démocratiques.

Les citoyens bien informés sont plus susceptibles de demander des comptes à leurs dirigeants et de soutenir des politiques qui favorisent la stabilité et le développement. Cela pourrait aussi prévenir les conflits et consolider la paix sociale. L'éducation civique peut contribuer à la prévention des conflits en enseignant la résolution non violente des disputes, le respect de la diversité, et l'importance de la cohésion sociale. En Afrique, où de nombreux pays ont été marqués par des conflits ethniques ou politiques, une éducation civique efficace peut aider à construire non seulement des ponts entre les communautés divisées, mais aussi à promouvoir une culture de paix, amener à comprendre qu'une citoyenneté engagée peut réduire les tensions ethniques et sociales, conduisant à une plus grande stabilité. Et nous sommes tous sans ignorer que la paix dans une nation conduit inéluctablement ou favorise le développement. Il nous revient donc de dire que l'éducation civique est également liée au développement durable. Elle sensibilise les jeunes aux enjeux environnementaux, économiques et sociaux et les incite à adopter des comportements qui soutiennent les objectifs de développement durable.

Par exemple, en enseignant l'importance de la conservation des ressources, de la réduction des déchets, et de l'innovation durable, l'éducation civique peut aider à préparer une génération plus apte à faire face aux défis écologiques globaux et à l'amélioration de la participation économique. Les compétences et connaissances acquises grâce à

l'éducation civique, comme la compréhension des droits économiques et sociaux, peuvent renforcer la participation économique des citoyens. En comprenant mieux les politiques économiques et les droits des travailleurs, les citoyens peuvent mieux prospérer dans le marché du travail, démarrer des entreprises, et contribuer de manière plus efficace à l'économie locale. Ce qui serait en notre sens un atout notable pour le renforcement de l'équité sociale et de l'inclusion.

Dans un autre ordre d'idées, l'éducation civique favorise l'inclusion sociale en mettant l'accent sur les droits et les responsabilités de tous les citoyens, indépendamment de leur sexe, de leur origine ethnique ou de leur statut socio-économique. En promouvant l'égalité des chances et en combattant les discriminations, elle joue un rôle fondamental dans la création de sociétés plus équitables. Enfin, l'éducation civique encourage le questionnement critique et le débat constructif, des compétences essentielles pour l'innovation. Les sociétés qui valorisent ces compétences sont mieux préparées à adopter de nouvelles idées et technologies, ce qui est crucial pour le progrès économique et social. Retenons en substance que l'éducation civique est indispensable pour le développement durable et la stabilité politique en Afrique. Elle équipe les citoyens avec les outils nécessaires pour engager de manière constructive avec leur gouvernement et leur société, soutenir la gouvernance démocratique, contribuer à la prévention des conflits, et encourage finalement la participation économique active et responsable. Elle est donc essentielle pour le développement durable et la stabilité politique des États africains. Son importance repose sur plusieurs piliers fondamentaux tels que le renforcement de la gouvernance démocratique, la prévention des conflits et la consolidation de la paix et l'amélioration de la participation économique.

En résumé, l'éducation au civisme est indispensable pour le développement durable et la stabilité politique en Afrique. Elle soutient la gouvernance démocratique, contribue à la prévention des conflits, et encourage une participation économique active et responsable, tout cela à façonner des sociétés plus résilientes, informées et engagées.

II-2 Éducation et défis de bonne gouvernance en Afrique

Aborder cette question implique que nous cernions d'emblée, les contours du fondement de la citoyenneté. En fait, la citoyenneté serait fondée sur une prise de conscience des personnes appartenant à une

nation et jouissant de leur droit de suffrage et de participation à l'exercice de l'autorité souveraine (le droit de vote). Elle implique aussi un engagement effectif de chaque personne dans le processus du développement de la nation. Ainsi, on pourrait dire qu'un citoyen bien éduqué et socialement responsable est aussi un acteur économique productif. L'éducation au civisme et à la citoyenneté peut mener à une meilleure compréhension et à une plus grande acceptation des politiques de développement économique, notamment celles qui concernent la gestion durable des ressources.

Cela favorise l'émergence d'une économie inclusive et durable, capable de générer de la croissance tout en préservant les ressources pour les générations futures, d'où la nécessité d'une transparence gouvernementale. En effet, des citoyens informés exigent toujours plus de transparence et de responsabilité de la part de leurs gouvernements et peuvent s'engager à lutter contre la corruption par sa dénonciation. Il convient, dans le même temps, pour que le développement prenne tout son sens et produise tous ses effets, de veiller à ce qu'elle soit porteuse d'un rendement social conséquent.

À cet égard, les promoteurs du NEPAD (*Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique*) appellent pour juguler cette crise à « des réformes économiques et à une amélioration de l'environnement extra-économique, notamment une bonne gouvernance ». (Débats, Courrier d'Afrique de l'Ouest, (N° 16-17- Juin-Juillet-Août 2004, p. 29) Visant à promouvoir puis à consolider la démocratie et la bonne gouvernance économique et sociale du continent, le NEPAD a pour objectif principal, 10 secteurs prioritaires : « la bonne gouvernance politique – la bonne gouvernance économique et des entreprises – les infrastructures – l'éducation – la santé – les nouvelles technologies de l'information et de la communication – l'agriculture – l'environnement – l'énergie – l'accès aux marchés des pays industrialisés et la culture ». Débats, Courrier d'Afrique de l'Ouest, (N° 16-17- Juin-Juillet-Août 2004, p. 10)

III- Réforme des programmes des systèmes éducatifs en Afrique

L'éducation est un pilier fondamental pour le développement socio-économique et politique. Cependant, en Afrique, de nombreux systèmes éducatifs souffrent de problèmes structurels tels que des programmes obsolètes, un manque de ressources, des infrastructures

inadéquates, et un accès inégal à l'éducation. Selon l'UNESCO, près de 20% des enfants en âge de fréquenter l'école primaire ne sont pas scolarisés en Afrique subsaharienne, et ceux qui sont scolarisés n'acquièrent souvent pas les compétences nécessaires pour réussir dans la vie. (2013, Projet d'actualisation du rapport mondial de suivi de L'UNESCO sur l'éducation). Et pour que cette réussite soit efficace, l'intégration de l'éducation au Civisme et à la Citoyenneté dans les Programmes s'avère indispensable.

III-1. Adapter les Curriculums

L'éducation au civisme et à la citoyenneté est cruciale pour la formation de citoyens responsables et engagés. En Afrique, où les défis sociopolitiques et économiques sont nombreux, adapter les curriculums scolaires pour inclure ces aspects peut jouer un rôle fondamental dans la construction de sociétés stables et prospères. Ce qui implique une intégration des valeurs civiques et éthiques. Les curriculums doivent inclure des modules sur les valeurs civiques et éthiques, comme le respect des lois, l'équité, la justice et la solidarité. Ces valeurs doivent être enseignées dès le jeune âge pour façonner les comportements et les attitudes des jeunes citoyens.

Il faut faire en sorte que les programmes d'éducation civique soient adaptés aux contextes culturels et locaux. Cela signifie qu'ils prennent en compte les traditions, les structures sociales et les réalités politiques locales pour rendre l'enseignement plus pertinent et efficace. Toutefois, les technologies de l'information et de la communication (TIC) peuvent être utilisées pour enrichir l'éducation civique. Des plateformes en ligne, des applications mobiles et des ressources numériques peuvent fournir des informations actualisées et des outils interactifs pour l'apprentissage au civisme. Mais au-delà de ces technologies, il est nécessaire de réviser les programmes pour inclure des compétences essentielles telles que la pensée critique, la résolution de problèmes, et la créativité.

III-2. De la nécessité de formation des enseignants

Ce point relatif à la formation et au développement de leurs compétences est très important. En effet, on peut mettre en place un bon système éducatif, très performant, mais s'il n'y a pas d'enseignants bien formés, outillés et bien rémunérés, ce système ne peut aboutir et les

objectifs ne peuvent être atteints. C'est pour cela qu'il est nécessaire de renforcer la formation initiale et continue des enseignants pour qu'ils puissent adopter des méthodes pédagogiques modernes et inclusives. Il faut aussi valoriser le métier d'enseignant par des incitations et un meilleur cadre de travail, sans oublier les compétences pédagogiques qui consistent à former les enseignants aptes à aborder les questions de citoyenneté de manière inclusive et respectueuse. En définitive, retenons que pour qu'un système éducatif soit performant et efficace, une réforme globale et inclusive est nécessaire. Celle-ci doit être axée sur la modernisation des programmes, la formation des enseignants, l'intégration des TIC, et l'amélioration des infrastructures. En investissant dans l'éducation, les pays africains peuvent espérer une croissance durable et inclusive, capable de répondre aux défis du 21^{ème} siècle. Une éducation de qualité est la clé pour libérer le potentiel des jeunes africains et assurer un avenir prospère et radieux pour le continent.

Conclusion

Sur un certain axe d'intelligibilité épistémique, l'éducation au civisme et à la citoyenneté, nous fait remarquer Joseph KI-ZERBO, offre un avantage politique inestimable pour le développement durable des États africains. En renforçant la cohésion sociale, en favorisant la participation démocratique, et en encourageant ainsi la bonne gouvernance, cette éducation peut ouvrir la voie à un avenir plus stable et prospère pour le continent africain. Mais, pour que cette vision se matérialise, une coopération étroite entre les gouvernements, la société civile, et les partenaires internationaux est nécessaire. Alors, pour maximiser son efficacité, plusieurs mesures doivent être mises en œuvre. Tout d'abord, il est essentiel de mettre à jour les curriculums pour inclure des sujets contemporains et utiliser des méthodes pédagogiques interactives. La formation continue des éducateurs, ainsi que la fourniture de ressources pédagogiques actualisées, sont également indispensables. L'intégration des technologies de l'information et de la communication (TIC) peut rendre l'éducation civique plus accessible et plus innovante, notamment à travers des plateformes en ligne et l'apprentissage à distance. Ensuite, Les partenariats avec des ONG et la participation à des initiatives régionales et internationales permettent de partager des meilleures pratiques et d'harmoniser les efforts éducatifs.

Encourager l'engagement communautaire par des projets de service et l'implication des parents et des leaders locaux en vue de renforcer le soutien communautaire.

Enfin, assurer l'inclusion de tous les groupes sociaux, notamment par des politiques éducatives inclusives, est également essentiel sans oublier le développement des systèmes d'évaluation pour mesurer l'impact des programmes, recueillir des retours d'information, et assurer un soutien politique et financier solide, sont autant d'éléments clés pour garantir le succès de l'éducation au civisme en Afrique. En mettant donc en œuvre ces recommandations, les pays africains gagneraient à former des citoyens informés, pleinement engagés et responsables, capables de contribuer positivement à la dynamique de la société africaine.

Références bibliographiques

- ABOU Sélim**, 2009. *De l'identité et du sens : La mondialisation de l'angoisse identitaire et sa signification*, Presses de l'Université Saint-Joseph, Beyrouth
- BAYLIS John, SMITH Steve, OWENS Patricia**, 2012. *La Globalisation de la politique mondiale, une introduction aux relations internationales*, Groupe Modulo, Montréal
- DANTU Gustave**, 2015. *L'éducation d'après Platon. Thèse pour le doctorat Es Lettres*, philosophe, philosophie antique et l'éducation, the Université of Californie, Forgotten Books, Londres
- FICHTE Johann Gottlieb**, 1992. *Discours à la Nation allemande*, Trad. Alexis Philonenko, Imprimerie Nationale Éditions, Paris
- GAZOA Germain**, 2006. *Les conflits en Afrique noire : quelles solutions ?*, Éditions Fraternité Matin, Abidjan
- Ki-ZERBO Joseph**, 1990. *Éduquer ou périr*, L'Harmattan, Abidjan
- Ki-ZERBO Joseph**, 2010. *Éducation et développement en Afrique, cinquante ans de réflexion et d'action*, Fondation Joseph Ki- Zerbo, Ouagadougou
- Ki-ZERBO Joseph**, 2012. *Réflexion sur le développement*, Fondation Joseph Ki-Zerbo, Ouagadougou
- KODJO Edem**, 2014. *Et Demain l'Afrique*, NEI-CEDA, Abidjan
- LAMOUREUX Diane**, 2001. *L'amère patrie, Féminisme et nationalisme dans le Québec contemporain*, Les Éditions du remue-ménage, Montréal
- PLATON**, 1987. *Gorgias*, Trad. Monique Canto, Garnier Flammarion, Paris

RENAN Ernest, 2011. *La réforme intellectuelle et morale*, Éditions Perrin.
Paris